



DOSSIER

ASOCIACIONISMO Y MOVILIZACIÓN FEMENINA. (SIGLOS XIX Y XX)

FEMMES D'ACIER. LES COMMUNISTES ESPAGNOLES ET LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES (1945-1950)

Mujeres de acero. Las comunistas españolas y la Federación Democrática Internacional de Mujeres (1945-1950)

Steel women. Spanish communists and the Women's International Democratic Federation (1945-1950)

Mercedes Yusta Rodrigo

Université Paris 8 – LER (Laboratoire d'Etudes Romanes)

mercedes.yusta@univ-paris8.fr

Recibido: 13-05-2019 - Aceptado: 29-07-2019

Cómo citar este artículo/Citation:

Mercedes YUSTA RODRIGO, "Femmes d'acier. Les communistes espagnols et la Federation Democratique Internationale des Femmes (1945-1950)", *Hispania Nova*, 18, 2020, págs. 599-628

DOI: <https://doi.org/10.20318/hn.2020.5118>

Copyright: © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están –si no se indica lo contrario– bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](https://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

Resumen: El artículo aborda una faceta poco conocida de la historia de la militancia de las mujeres comunistas españolas en el exilio: su participación en una organización internacional, la Federación Democrática Internacional de Mujeres, creada en París en 1945 con el objetivo de federar las organizaciones de mujeres antifascistas del mundo entero. Las comunistas españolas, con Dolores Ibárruri a la cabeza, tuvieron un papel muy importante en la definición de las estrategias y la propia organización de la Federación, la cual representa un caso de movilización femenina transnacional muy importante en el marco de la Guerra fría. El artículo resalta la creación de organizaciones femeninas antifascistas en la larga duración, describe el papel de las comunistas españolas en el seno de la FDIM, y, finalmente, analiza la relación entre la FDIM y la movilización antifranquista, que incluye la creación de un lenguaje político común en el seno de este movimiento femenino, muy marcado por el materialismo político.

Palabras clave: Mujeres, Comunismo, Exilio, Internacionalismo, Antifascismo, Guerra Fría.

Abstract: The article addresses a little-known facet of the history of the militancy of Spanish communist women in exile: their participation in an international organization, the Women's International Democratic Federation, created in Paris in 1945 with the aim of federating anti-fascist women's organizations worldwide. The Spanish communists, led by Dolores Ibárruri, played a very important role in defining the strategies and organization of the Federation itself, which represents a very important case of transnational women's mobilization in the context of the Cold War. The article discusses the creation of women's anti-fascist organizations in the long term, describes the role of the Spanish communists within the FDIM, and finally analyzes the relationship between the FDIM and the anti-Franco mobilization, which includes the creation of a common political language within this women's movement, very marked by political motherhood.

Keywords: Women, Communism, Exile, Internationalism, Anti-fascism, Cold War.

INTRODUCTION. LA FDIF, UNE ORGANISATION FEMININE TRANSNATIONALE PENDANT LA GUERRE FROIDE

La période comprise entre la fin de la Seconde guerre mondiale et le début des années 70, moment où se structure au niveau global le mouvement de femmes que l'historiographie a caractérisé comme "seconde vague du féminisme", est souvent considérée, en ce qui concerne les mobilisations de femmes, comme un "creux de la vague"¹. Cette période, qui coïncide dans une grande mesure avec la Guerre froide, serait un moment d'inactivité entre deux grandes vagues féministes, pendant laquelle on assisterait à un retour à des conceptions très traditionnelles des rôles de genre. La mise en valeur de la domesticité, les discours officiels fortement natalistes et maternalistes, la mise en place de la société de consommation avec la centralité de la famille nucléaire comme unité de consommation structurée autour de la ménagère, caractériseraient ainsi les sociétés occidentales de l'après-guerre, face à un monde communiste présenté par les discours officiels comme un "autre" hostile et menaçant². Or, l'enfermement progressif des femmes occidentales dans ce que Betty Friedan caractérisa comme "la mystique de la féminité" ne signifie pas que les femmes ne se sont pas organisées collectivement pendant la période de la Guerre froide³. Bien au contraire: la fin de la Seconde guerre mondiale et les besoins de reconstruction des sociétés civiles, en particulier européennes, représentent un moment intense de

¹ Sylvie CHAPERON, *Les années Beauvoir (1945-1970)*, Paris, Fayard, 2000.

² Celia DONERT, "Women's rights in Cold War Europe: Disentangling feminist histories", *Past & Present*, n° 218.suppl_8 (2013), pp. 180-202; Helen LAVILLE, "Gender and Women's Rights in the Cold War", *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford University Press, 2013, Oxford Handbooks Online (<https://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199236961.001.0001/oxfordhb-9780199236961-e-30>) (Date de la consultation: 8/05/2019).

³ Betty FRIEDAN, *The Feminine Mystique*, New York, W. W. Norton and Co., 1963. Voir aussi Joanne MEYEROWITZ, "Beyond the feminine mystique: A reassessment of postwar mass culture, 1946-1958", *The Journal of American History*, 79: 4 (1993), pp. 1455-1482; Daniel HOROWITZ, *Betty Friedan and the making of The feminine mystique: the American left, the Cold War, and modern feminism*, University of Massachusetts Press, Boston, 2000.

mobilisation féminine, en particulier de la part de femmes qui avaient joué un rôle dans les mouvements de résistance contre l'occupation allemande ou italienne et contre le fascisme et le nazisme tout au long de l'Europe⁴.

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIF), qui se crée à Paris en 1945 grâce à l'initiative de femmes de différents pays liées aux Partis communistes nationaux et qui s'identifient génériquement comme antifascistes, est en grande partie le produit de la volonté de ces femmes d'intervenir dans la reconstruction de l'Europe, y compris du point de vue de la dénazification et la défascistisation des sociétés qui avaient vécu sous ces régimes totalitaires, et de mettre à profit les droits de citoyenneté nouvellement acquis par des millions de femmes européennes après la fin de la guerre. Il s'agit très probablement de l'organisation de femmes la plus importante et active pendant toute la période de la Guerre froide: or, elle n'a pas suscité l'intérêt historiographique qu'elle mérite, probablement à cause de son statut problématique. Fortement liée à la mouvance communiste, résolument prosoviétique dans le contexte très tendu du début de la Guerre froide, ayant des rapports conflictuels avec les grandes organisations féministes internationales comme le Conseil International des Femmes ou l'Alliance Internationale des Femmes, et se définissant elle-même comme non féministe (malgré un agenda, centré sur la défense des droits des femmes en tant que "mères, citoyennes et travailleuses" qu'on ne peut que qualifier de féministe), son analyse et son interprétation pose un certain nombre de problèmes. Probablement, ce vide historiographique est aussi provoqué par ce que l'historienne Francisca de Haan, la spécialiste la plus importante de cette organisation, qualifie de "paradigme de la guerre froide": la FDIF serait ainsi rangée du côté des organisations de masse prosoviétiques créées après la Seconde guerre mondiale dans le but d'appuyer la politique extérieure de l'URSS et d'étendre la propagande soviétique. En particulier, son utilisation d'un discours à la fois antifasciste et pacifiste et son appui à outrance à l'Union Soviétique aurait renforcé la stratégie développée par celle-ci à partir de 1948 dans le cadre de son affrontement avec les Etats-Unis, stratégie qui visait à la présenter comme la défenseuse de la paix dans le monde face aux

⁴ Nitza BERKOWITZ, *From Motherhood to Citizenship: Women's Rights and International Organizations*, Baltimore/Londres, The Johns Hopkins University Press, 1999.

puissances occidentales, décriées comme les promoteurs d'un nouvel impérialisme. L'étude de la FDIF du point de vue des études féministes et des études de genre serait donc considérée comme peu pertinente et les histoires du féminisme, comme celle, classique, de Karen Offen, lui consacrent juste quelques lignes en la considérant comme une organisation dépendante de la volonté politique du Kremlin⁵. Or, les études les plus récentes qui la prennent pour objet, elle ou ses antennes nationales, démontrent que les choses sont bien plus complexes et que réduire le rôle de la FDIF à simple instrument de propagande de l'URSS est inexact et réductionniste⁶.

La FDIF - qui existe toujours aujourd'hui - représente un mouvement global de femmes d'une énorme importance: un vrai mouvement transnational qui réussit à mobiliser des milliers de femmes de plusieurs continents pendant la Guerre froide et qui impulsa la réorganisation de femmes qui se considéraient comme antifascistes ou qui militaient dans des organisations communistes dans un grand nombre de pays à l'issue de la guerre mondiale. Ainsi, 850 déléguées qui représentaient 37 pays assistèrent au Congrès qui donna lieu à la fondation de la Fédération en Paris en 1945; la Fédération assura par la suite représenter les intérêts de 80 millions de femmes dans tout le monde. La création de la FDIF encouragea dans plusieurs pays la création d'organisations de femmes de gauche, par la suite intégrées dans la Fédération, qui fonctionnait donc comme une "organisation parapluie". Ce fut le cas des communistes espagnoles, dont la réorganisation dans l'exil français à partir de 1945 s'explique très largement par l'élan fourni par la création de la Fédération, laquelle appela explicitement à la création d'organisations nationales de femmes antifascistes. En 1947, tout comme d'autres grandes organisations féminines, la FDIF obtint le statut

⁵ Karen OFFEN, *Les féminismes en Europe, 1700-1950*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

⁶ Francisca DE HAAN, "Continuing Cold War Paradigms in Western Historiography of Transnational Women's Organizations: The Case of the Women's International Democratic Federation (WIDF)", *Women's History Review*, 19:4 (2010), pp. 547-573. Sur la FDIF voir aussi Francisca DE HAAN, "Aspirations for a Better World: The Early Years of the Women's International Democratic Federation (1945-1950)", *Feministische Studien*, n° 27.2 (2009), pp. 241-257; Melanie ILIC, "Soviet women, cultural Exchange and the Women's International Democratic Federation", Sari AUTIO-SARASMO, Katalin MIKLÓSSY (ed.), *Reassessing Cold War Europe*, London, Routledge, 2010, pp. 157-176; Mercedes YUSTA, "Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la guerra fría (1945-1951)", in Henar GALLEGU, Carmina GARCÍA HERRERO (eds.), *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Barcelona, Icaria, 2018, pp.129-155.

d'organisation consultative de rang B" au Conseil Economique et Social des Nations Unies, même si elle perdit ce statut en 1954 à cause de sa position critique vis-à-vis de la guerre de Corée; elle n'en fut réintégrée qu'en 1967. Par ailleurs, la FDIF appuya résolument les femmes participant à des mouvements de décolonisation dans plusieurs pays et ouvra ses instances dirigeantes à des femmes issues de ces pays, et donc à des femmes racisées qui n'avaient pas de place dans les grandes organisations du féminisme libéral, dont les membres étaient issues des classes moyennes et de la bourgeoisie des pays occidentaux et étaient blanches dans sa très grande majorité. Enfin, comme le démontre Jadwiga Pieper-Mooney, les activités de la FDIF et les discours produits lors de ses campagnes politiques mettent en question les divisions traditionnelles "féministe – antiféministe" ou "communiste – anticommuniste" qui ont servi à étudier les organisations féminines pendant la guerre froide. Les dirigeantes de la FDIF "négocièrent les dichotomies gauche/droite, communisme/capitalisme de l'ordre de la Guerre froide et réappliquèrent [à leurs combats politiques] des thèmes comme anti-impérialisme, anti-colonialisme et anti-racisme, car elles les mettaient en rapport avec leurs luttes pour les droits des femmes et l'égalité de genre dans le monde"⁷.

L'objectif de cet article est de rendre visible cette organisation, ainsi que le rôle important que les femmes communistes espagnoles ont joué en son sein. Notre but est, d'une part, de contribuer à construire une histoire transnationale des mobilisations féminines au XXe siècle, qui nous semble faire défaut dans l'historiographie espagnole, et d'autre part d'apporter de nouveaux éléments à une histoire des femmes communistes espagnoles, histoire qui, elle aussi, reste largement à écrire, notamment en ce qui concerne leur militantisme en exil entre 1939 et 1975. Dans une première partie nous replaçons la création d'une organisation antifasciste féminine transnationale dans une perspective de longue durée, en la situant dans la continuité de la mouvance antifasciste des années 30. La deuxième partie explore les liens entre la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et l'organisation créée en exil par les

⁷ Jadwiga PIEPER-MOONEY, "Fighting fascism and forging new political activism: The Women's International Democratic Federation (WIDF) in the Cold War", Jadwiga PIEPER-MOONEY and Fabio Lanza (eds.), *De-centering Cold War history: local and global change*. Londres, Routledge, 2013, pp. 64-84.

femmes communistes espagnoles, l'*Union de Mujeres Españolas* (UME), tout en mettant en perspective le rôle important joué par les femmes espagnoles dans la structure internationale. Enfin, la troisième partie analyse le rôle central que le discours antifranquiste joue dans la stratégie globale de la FDIF, un rôle qui met en évidence l'influence des femmes espagnoles à l'intérieur de la Fédération internationale, ainsi que l'importance déterminante de celle-ci dans la diffusion des luttes des antifranquistes espagnol-e-s dans la sphère internationale.

UN ANTIFASCISME FEMININ TRANSNATIONAL: DU "RASSEMBLEMENT MONDIAL DES FEMMES" (1934) A LA FDIF (1945)

Si la FDIF est créée en 1945 et sa fondation est étroitement liée aux circonstances qui entourent la fin de la Seconde guerre mondiale, il faut chercher ses origines lointaines du côté de l'organisation d'un mouvement antifasciste transnational dans les années 30, moment qui coïncide aussi avec les débuts de l'organisation des femmes communistes espagnoles à l'intérieur du PCE. Les liens entre les communistes espagnoles et la mouvance antifasciste transnationale datent de cette période-ci et sont renforcés par la solidarité antifasciste qui se déroule pendant la Guerre d'Espagne, solidarité où les femmes antifascistes jouent un rôle important. Il semble pertinent, donc, de rappeler les circonstances de la formation simultanée d'un mouvement transnational de femmes antifascistes à l'échelle européenne, le Rassemblement Mondial des Femmes, et d'une organisation de femmes à l'intérieur du Parti Communiste d'Espagne (PCE) qui sera par la suite le noyau d'un mouvement de femmes antifascistes espagnoles, *Mujeres contra la Guerra y el Fascismo* (appelée à partir de février 1936 *Agrupación de Mujeres Antifascistas*), qui constitue la section espagnole du mouvement transnational⁸.

⁸ Claire BESNÉ, *Le Comité Mondial des Femmes contre la Guerre et le Fascisme (1934-1939): un mouvement de femmes communiste*, Mémoire de Master en Histoire Contemporaine dirigée par Yannick Ripa, Paris, Université Paris VIII, 2005. Voir aussi Mercedes YUSTA, "The strained courtship between antifascism and feminism: From the Women's World Committee (1934) to the Women's International Democratic Federation (1945)", in Mercedes YUSTA, Xavier TABET, Hugo GARCÍA, Cristina CLIMACO (eds.), *Rethinking Antifascism, 1922-1945: History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, Londres/New York, Berghahn Books, 2016, pp.167-184.

Le PCE n'a pas d'organisation féminine jusqu'au début des années 1930, malgré les efforts pour constituer un Secrétariat féminin de la vétérane militante et syndicaliste Virginia Gonzalez (1873-1923), membre du Comité Central du PCE au début des années 20. Ceci contribua sans doute à éloigner les femmes de la militance communiste dans un contexte difficile, comme l'était celui de la dictature de Primo de Rivera: comme le relève Marta del Moral, à la hauteur de 1929 le PCE comptait à peine 770 militants dont une seule femme, Dolores Ibarruri⁹. Ceci va changer avec le contexte favorable créé par la proclamation de la Seconde république en 1931, qui coïncide avec l'arrivée à Madrid de Dolores Ibarruri, avec la mission, entre autres, de redynamiser la place des femmes dans le parti. Le changement de la direction du PCE et son ouverture à des personnalités du monde intellectuel et culturel, au-delà de sa traditionnelle base ouvrière, contribuèrent aussi à attirer vers les files communistes des femmes intellectuelles et activistes, dont la journaliste Irene Falcón ou l'institutrice Encarnación Fuyola, qui seraient à l'origine de la création d'une Commission Féminine du PCE¹⁰.

Cette création d'une structure féminine à l'intérieur du PCE coïncide chronologiquement avec la formation d'un mouvement antifasciste transnational, avec une présence importante d'intellectuels et d'activistes de gauche, majoritairement proches des partis communistes, et sous une forte influence de la Comintern. La montée de régimes fascistes en Europe, et tout particulièrement la prise du pouvoir de Hitler en Allemagne, avec les événements dramatiques qui l'accompagnèrent (incendie du Reichstag, forte répression anticomuniste, amputation des libertés et des droits des citoyens) provoqua une prise de conscience antifasciste au niveau européen qui se traduit par la convocation de deux Congrès, à Amsterdam en 1932 et dans la Salle Pléyel de Paris en 1933, lesquels structurèrent la création d'un mouvement antifasciste international, le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme, connu comme

⁹ Marta DEL MORAL, *Acción colectiva femenina en Madrid (1909-1931)*, Santiago de Compostela, Universidade de Santiago de Compostela, 2012, p. 325.

¹⁰ Irene FALCON, *Asalto a los cielos: mi vida junto a Pasionaria*, Madrid, Temas de Hoy, 1996, pp. 97-98; Dolores IBÁRRURI, *El único camino*, Madrid, Castalia/Instituto de la Mujer, 1992.

“Mouvement Amsterdam-Pléyel”¹¹. Au sein de cette structure antifasciste les femmes s’organisent de façon autonome grâce aux efforts d’une activiste française, Gabrielle Duchêne: Présidente de la Section Française de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Duchêne, qui par ailleurs était une femme de la haute bourgeoisie, avait une longue trajectoire militante, principalement dans le pacifisme. Son tournant vers l’antifascisme date de son voyage en Union Soviétique en 1927: depuis, elle reste jusqu’à sa mort en 1954 une fidèle compagne de route¹². Sous l’impulsion de Gabrielle Duchêne, le Comité Amsterdam-Pleyel donne lieu à une commission féminine; celle-ci contacte de multiples organisations de femmes pour les rallier à la cause de l’antifascisme. En janvier 1934 Gabrielle Duchêne et la journaliste Andrée Viollis mettent en place un Appel et un Comité d’initiative qui se charge d’organiser un “rassemblement mondial des femmes” comme réponse à la menace fasciste. Dans ce Comité d’initiative l’Espagne est représentée par deux déléguées: la députée socialiste (et communiste par la suite) Margarita Nelken et Evelyn Kahn¹³. C’est à ce moment-là que la commission féminine du PCE, pratiquement inexistante jusqu’alors, commence à prendre de l’essor jusqu’à devenir, en juillet 1934, une organisation de femmes antifascistes interclassiste et à vocation unitaire.

Le Congrès qui donnera lieu au Rassemblement Mondial des Femmes se tient finalement à Paris en août 1934. Il réunit autour de 1400 déléguées, françaises pour la plupart, dont une délégation formée de 12 espagnoles, où l’on retrouve des noms très connus comme ceux des communistes Dolores Ibarruri et Encarnacion Fuyola, la députée socialiste Veneranda García Manzano ou l’ex-députée radical-socialiste Victoria Kent¹⁴. Les femmes antifascistes espagnoles avaient tenu leur propre congrès

¹¹ Jocelyne CARRE-PREZEAU, *Amsterdam-Pleyel, 1932-1939: histoire d’un mouvement de masse*, Thèse de Doctorat dirigée par Claude Willard, Paris, Université Paris VIII, 1993; Yves SANTAMARIA, “Un prototype toutes missions: le Comité de Lutte contre la Guerre, dit “Amsterdam-Pleyel”, 1932-1936”, *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 71-97.

¹² Emmanuelle CARLE, “Women, Anti-Fascism and Peace in Interwar France: Gabrielle Duchêne’s Itinerary”, *French History*, n° 18:3 (2004), pp. 291-314.

¹³ Je n’ai pas trouvé des données biographiques de cette activiste, dont le nom apparaît à plusieurs reprises dans les documents du PCE entre 1932 et 1936. Il n’est pas exclu que ce fût un pseudonyme.

¹⁴ Comité Mondial des Femmes (ed.), “Rassemblement Mondial des Femmes contre le Guerre et le Fascisme”, Paris, 4-6 de agosto de 1934, *Archives du PCF, boîte 4bis: “Brochures de la FDIF”*, Archives

à Madrid en juillet 1934. Ce Congrès donnait lieu à l'organisation *Mujeres contra la Guerra y el Fascismo*, dont le Comité directeur réunissait des femmes de différentes tendances politiques comme les députées socialistes Maria Lejarraga et Matilde de la Torre, la républicaine et féministe Isabel Oyarzabal de Palencia, Présidente du *Consejo Supremo Feminista*, la communiste Irene Falcon, Victoria Kent... La composition de ce Comité révèle le caractère transversal que ce mouvement de femmes avait à ses débuts, même si l'influence des femmes communistes est indéniable. Par ailleurs, l'organisation féminine espagnole est citée dans les rapports de la Comintern comme "un très bon exemple de front unique" et son dynamisme est mis à l'honneur¹⁵. C'est donc à ce moment-là que se tissent des solidarités transnationales qui, par la suite, vont jouer un rôle très important, que ce soit en appui aux victimes de la répression lors de la Révolution des Asturies en 1934 ou, surtout, pendant la guerre d'Espagne, où nous retrouvons des femmes ayant participé à la mise en place des organisations antifascistes féminines, comme Andrée Viollis, que ce soit en se rendant sur le sol espagnol ou participant à différentes organisations de solidarité, notamment le Secours Rouge International¹⁶. Et ce sont ces mêmes réseaux qui seront réactivés en 1945 lors de la création de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes.

Le cheminement qui conduit à la création de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes en 1945 reproduit dans une grande mesure celui suivi en 1934. Après les grands traumatismes collectifs vécus pendant la période 1936-1945, les femmes antifascistes cherchent à répéter le processus ayant conduit à la création d'un mouvement antifasciste féminin transnational et, comme ce fut le cas en 1934, cet élan transnational fournira aux femmes communistes espagnoles un tremplin pour

Départementales de la Seine-Saint-Denis. Dolores IBÁRRURI, *El único camino*, Madrid, Castalia/Instituto de la Mujer, 1992, pp. 265 y ss.

¹⁵ "ASSEMBLEE PLENIERE DU COMITE MONDIAL DE FEMMES", 25-26-27 mai 1935. Rapport de la Commission des Jeunes Filles, p. 59. 543 : *Organisations internationales antifascistes*, 543/2 : *Archives du Comité féminin international de lutte contre la guerre et le fascisme*, 543_2_4 : *Rapports, correspondance du Comité International des Femmes*. Fonds français de l'Internationale Communiste https://pandor.u-bourgogne.fr/ead.html?id=FRMSH021_00033#!%22content%22:%22FRMSH021_00033_e0000027%22,true,%22%22%22 (Date de la consultation: 8/05/2019).

¹⁶ Laura BRANCIFORTE, *El Socorro Rojo internacional en España (1923-1939): relatos de la solidaridad antifascista*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2012; Allison TAILLOT, *Les intellectuelles européennes et la guerre d'Espagne. De l'engagement personnel à la défense de la République espagnole*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2016.

constituer leur propre organisation. Or, il y a aussi des différences significatives entre les deux moments historiques. En 1945, de façon frontalement différente à ce qui se passe en 1934, le mouvement féminin s'organise avec une totale indépendance par rapport à un mouvement masculin: aussi loin que nous pouvons tracer l'origine de cette Fédération dans les sources, l'initiative est totalement féminine et revient aux femmes de l'Union des Femmes Françaises – même si le “pilote” des femmes soviétiques, très présentes dès les origines de la Fédération, n'est pas à exclure¹⁷. Surtout, les circonstances politiques de 1945 sont totalement différentes à celles de 1934: les sociétés européennes ont fait l'expérience effective du fascisme et ont été ravagées par une guerre extraordinairement meurtrière. La création de la Fédération répond à un moment d'“unité antifasciste” qui est celui de l'immédiate après-guerre et son succès, ainsi que son caractère très largement international (presque 40 pays sont représentés au Congrès de fondation), s'expliquent par ces circonstances.

Le coup d'envoi pour la création (ou plutôt récréation) d'une organisation antifasciste féminine transnationale est la visite à Londres, le 8 mars 1945, de représentantes de l'organisation filocommuniste Union de Femmes Françaises (UFF), invitées par les femmes britanniques du *National Committee for the International Women's Day*¹⁸. Lors de cette réunion, la présidente de l'UFF, la prestigieuse intellectuelle et “compagne de route” du PCF (bien qu'elle ne prit jamais la carte du Parti) Eugénie Cotton, exprimait le souhait de voir se constituer des organisations nationales de femmes antifascistes dans plusieurs pays, de la même façon que l'Union des Femmes Françaises s'était organisée en France, et qu'ensuite “(...) une Fédération internationale de toutes ces Unions s'organise dans le monde entier”¹⁹ comme garantie de l'instauration d'une paix durable dans le monde. Trois mois après la rencontre de Londres, en juin 1945, l'Union des Femmes Françaises célèbre son premier Congrès à Paris: au cours de celui-ci se constitue un Comité d'Initiative International où participent

¹⁷ Renée ROUSSEAU, *Les femmes rouges: chronique des années Vermeersch*, Paris, Albin Michel, 1983, pp. 46-47.

¹⁸ Union des Femmes Françaises, “Huit mois de travail de l'Union des Femmes Françaises” (brochure), juin 1945, p. 27, *Archives du PCF, boîte 3: «Union des Femmes Françaises», dossier 1*, Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis.

¹⁹ *Ibidem*, p. 25.

des femmes de sept pays, y compris les Espagnoles Victoria Kent (qui avait déjà représenté l'Espagne dans le Comité organisateur du Congrès de 1934), Dolores Ibárruri et Teresa Andrés. La mission de ce Comité est d'organiser un grand Congrès international de femmes, avec comme objectif "la coordination de l'activité des femmes dans le monde entier" autour d'un programme de trois points: la destruction du fascisme et la consolidation de la démocratie, la préparation d'"un avenir heureux pour les futures générations" et la revendication des droits des femmes en tant que "mères, travailleuses et citoyennes"²⁰.

Le Congrès fondateur de la Fédération, finalement appelée, non sans résistances, Fédération Démocratique Internationale des Femmes, a lieu à Paris du 27 novembre au 1^{er} décembre 1945. Le Congrès se clôture lors d'une rencontre multitudinaire dans le Vélodrome d'Hiver, présidée par Dolores Ibarruri. Le choix de la mythique *Pasionaria* et du lieu ne doivent probablement rien au hasard; c'est dans ce même "Vél'd'Hiv" que Pasionaria s'était exprimée devant des foules le 8 septembre 1936 pour demander à la France du Front Populaire de l'aide pour l'Espagne républicaine. La guerre d'Espagne, moment fondateur de la lutte armée contre le fascisme, apparaît ainsi comme un sous-texte qui donne du sens au nouveau rassemblement des femmes antifascistes, tout comme l'Espagne franquiste sera pendant longtemps présentée par la Fédération comme la preuve de la survie du fascisme en Europe.

Au-delà de leurs appartenances politiques, très majoritairement proches des partis communistes des 37 pays représentés dans le Congrès de 1945, les traits qui unissent les 850 femmes déléguées qui assistent aux travaux du Congrès sont la conscience politique antifasciste et les expériences traumatiques, mais aussi formatrices, de la guerre et de l'occupation. Nombreuses parmi ces déléguées sont celles qui ont fait partie de mouvements de résistance à l'occupation nazie dans leurs pays respectifs. Dans son discours inaugural, celle à qui on doit l'initiative de la création de la Fédération et qui deviendra par la suite sa présidente jusqu'à sa mort en 1967,

²⁰ Union des Femmes Françaises, "Contre le fascisme, pour la paix et le bonheur, réalisons l'Union des Femmes de tous les pays!" Premier Congrès National de l'UFF, Paris, 17-20 juin 1945. Paris, 1945, pp. 35-36. *Archives du PCF, boîte 3: "Union des Femmes Françaises", dossier 1.* Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis.

Eugénie Cotton, rappelait la responsabilité de l'idéologie fasciste dans les désastres provoqués par la confrontation mondiale, évoquait l'autorité des femmes face aux hommes "faiseurs de guerres" et liait les objectifs de l'organisation à une prise de pouvoir de la part des femmes, notamment à travers l'obtention de l'égalité politique avec les hommes:

Il faut développer partout l'esprit démocratique si l'on veut garantir la paix, car la planète est devenue trop petite pour que le fascisme puisse subsister en un point de la terre sans déchaîner bientôt la guerre. La paix, c'est la grande ambition de toutes les femmes, et c'est de toutes leurs forces qu'elles veulent travailler solidement pour avoir enfin la possibilité d'élever des enfants heureux. Travailler au relèvement de la démocratie, à la paix, au bonheur de leurs enfants, ce sont des tâches que les femmes ne mèneront à bien que si elles en ont le pouvoir. C'est-à-dire, si elles deviennent, selon la justice, les égales des hommes dans tous les domaines²¹.

C'est pour cette raison que, dans ces premiers moments, la Fédération a un caractère fortement œcuménique, réussissant à rassembler des femmes de sensibilités politiques diverses autour de l'objectif commun de la préservation de la paix et d'un programme qui coïncide en bonne partie avec l'agenda des organisations féministes. Dans ces premiers moments, la FDIF apparaît ainsi comme une organisation antifasciste et pacifiste (binôme qui s'était avéré problématique pendant les années 30), d'une part, et comme une organisation de défense des droits des femmes et des enfants, d'autre part. Eugénie Cotton définit ainsi au début du Congrès les objectifs de la future Fédération: "Détruire le fascisme; assurer dans le monde la Démocratie et la Paix; améliorer la condition des femmes; préparer un avenir heureux aux futures générations"²².

Ce caractère fédérateur de la FDIF à ses débuts explique la présence, dans ces premiers moments, de représentantes de plusieurs organisations féministes internationales, comme la britannique Margery Corbett-Ashby, présidente de l'Alliance Internationale des Electriciennes pour l'Égalité, la Liberté et la Paix; Cécile Brunshwicg,

²¹ "Discours d'ouverture de Mme Cotton", Fédération Démocratique Internationale des Femmes, *Congrès International des Femmes: compte rendu des travaux du Congrès qui s'est tenu à Paris du 26 novembre au 1er décembre 1945*, Paris, 1945, pp. XVII-XVIII.

²² *Ibidem*, p. XXIII.

présidente de l' Union Française pour le Suffrage des Femmes et ancienne ministre du Front Populaire, et Gabrielle Duchêne elle-même, présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, qui assure la continuité avec le mouvement antifasciste féminin des années 30. Le rapport du Congrès élaboré par la féministe britannique libérale Margery Corbett-Ashby rend compte de la perception de la Fédération comme une organisation politique, certes, et proche de l'Union Soviétique, mais aussi féministe, dans ses buts et dans la détermination qu'elle a insufflée aux femmes qui ont assisté aux travaux du Congrès:

La conférence eut une atmosphère politique, mais fortement émotionnée [sic]. Elle a révélé une attitude parmi les femmes tout à fait nouvelle à mon expérience : elles ont montré une confiance en elles-mêmes, sans aucun sens d'infériorité, croyant qu'elles possèdent déjà l'égalité complète avec les hommes. Elles n'ont que [sic] s'organiser pour adopter un programme, pour obtenir toutes les réformes nécessaires. Si les femmes décident qu'elles ont besoin d'une [sic] telle ou telle réforme, les hommes seront tout à fait d'accord, reconnaissant que les femmes sont des experts pour toute question féminine. Il y a eu un sens de vigueur [sic] qui fut une inspiration, avec la réalisation de la responsabilité de l'individu et des devoirs du citoyen²³.

Dans un premier moment, Margery Corbett-Ashby recommande une attitude à la fois amicale et prudente de l'Alliance Internationale des Femmes vers la nouvelle organisation, qui selon ses mots "peut rendre un grand service aux femmes nouvellement affranchies des pays de l'Europe centrale et du Sud-est" car "elle a un programme féministe excellent [...] qui a touché des masses de femmes que nous n'avons pu éveiller"²⁴. Néanmoins, cette entente ne va pas durer: la mise en place de la Guerre froide se reproduira ainsi au niveau des organisations féminines internationales.

Enfin, la Fédération qui naît de ce Congrès est une puissante structure dirigée par une Présidente (Eugénie Cotton jusqu'à sa mort en 1967); un Conseil qui se réunissait une fois par an et qui représentait tous les pays membres; un Comité Exécutif (plus tard appelé "Bureau"), qui se réunissait au moins deux fois par an et

²³ Alliance Internationale des Électriciennes pour l'Égalité, la Liberté et la Paix, *Rapport sur la Conférence Internationale des Femmes*, Paris, novembre 1945, par Margaret Corbett Ashby (s.d., probablement fin 1945). *Organizaciones de Mujeres, caja 118, legajo 5*, Archivo Histórico del Partido Comunista de España.

²⁴ *Ibidem*.

comptait avec 27 représentantes, élues par le Conseil; un secrétariat; et finalement le Congrès, qui devait se réunir tous les 3 ans et ratifier la ligne de la Fédération. Entre 1945 et 1975 la FDIF célèbre 7 Congrès, à Paris en 1945 (le Congrès fondateur), Budapest (1948), Copenhague (1953), Vienne (1958), Moscou (1963), Helsinki (1969) et Berlin (1975). La Fédération passe des 37 pays représentés à Paris en 1945 à 51 en 1948 et 103 en 1975²⁵. Et les Espagnoles sont très présentes à tous les niveaux de la Fédération: Dolores Ibarruri occupe une des quatre vice-présidences (les autres vice-présidentes nommées en 1945 sont la soviétique Nina Popova, l'américaine Gene Weltfish, présidente de l'American Congress of Women, et une déléguée chinoise). Dolores Ibarruri et Teresa Andrés siègent dans le Comité Exécutif (jusqu'à la mort de Teresa Andrés en 1946, où elle est remplacée par Irene Falcon) et Teresa Andrés est aussi une des 4 secrétaires, étant remplacée en 1946 par Elisa Uriz, qui occupera le secrétariat jusqu'en 1963²⁶.

L'UNION DE MUJERES ESPAÑOLAS ET LA FEDERATION DEMOCRATIQUE INTERNATIONALE DES FEMMES

Comme nous l'avons déjà signalé, la réorganisation des femmes communistes espagnoles dans l'exil français est contemporaine de la création de la FDIF et répond, en grande partie, au projet exprimé par Eugénie Cotton de voir se constituer des unions nationales de femmes antifascistes dans tous les pays, lesquelles s'uniraient par la suite au sein de la Fédération. Au Mexique il existait depuis le début des années 40 (la première évidence documentaire date de 1943) une organisation de femmes espagnoles exilées appelée "Mariana Pineda", qui regroupait des femmes désireuses d'améliorer la situation des réfugiés espagnols mais sans filiation politique connue: certaines avaient déjà participé à des activités de solidarité pendant la guerre

²⁵ Francisca DE HAAN, "La Federación Democrática Internacional de Mujeres (FDIM) y América Latina, de 1945 a los años 70", en Adriana María VALOBRA y Mercedes YUSTA, *Queridas camaradas. Historias iberoamericanas de mujeres comunistas*, Buenos Aires, Miño & Davila, 2017, p. 23.

²⁶ Mercedes YUSTA, *Madres Coraje contra Franco. La Union de Mujeres Españolas en Francia, del antifascismo a la Guerra Fría*, Madrid, Catedra, 2009, pp. 96-97.

d'Espagne en contact avec des associations de Quakers²⁷. Au Mexique se trouvait aussi une bonne partie du Comité national de l'Agrupación des Femmes Antifascistas des années 30, entre autres Emilia Elias, qui en avait été la secrétaire générale, Veneranda Garcia Manzano, Matilde Cantos, Isabel de Palencia, Trinidad Arroyo et Encarnacion Fuyola²⁸. Mais la réorganisation des femmes ayant appartenu à l'organisation des femmes antifascistes démarre vraiment en France en mars 1945, au moment même où les femmes françaises de l'UFF se rendent à Londres et donnent le coup d'envoi à la réorganisation globale des femmes antifascistes. C'est à ce moment-là qu'un groupe de militantes espagnoles se réunit à Toulouse et décide de réorganiser "légalement (...) notre vétérane organisation de Femmes Antifascistes, en l'appelant Union des Femmes Espagnoles"²⁹.

Or cette réorganisation ne coïncide pas uniquement avec la restructuration globale de la militance des femmes antifascistes après la guerre mondiale. Elle peut aussi être interprétée dans le contexte des changements expérimentés au sein du PCE en exil, avec la reprise en main de la direction du parti en France par les cadres qui avaient passé la période de la guerre au Mexique ou à Moscou, notamment Santiago Carrillo, arrivé en France à l'automne 1944. Ce retour se traduit par un durcissement de la ligne politique du parti, après une étape "hétérodoxe" sous la direction de Jesus Monzon, principal promoteur de l'organisation unitaire créée en 1942 *Union Nacional Española*, dont la vocation avait été d'inclure (de gré ou de force, d'ailleurs) tous les exilés républicains espagnols qui avaient participé à la Résistance en France³⁰. Pour sa part, Dolores Ibarruri et Irene Falcon, arrivées de Moscou en mai 1945, reprennent en main l'organisation féminine, dont la restructuration correspond très exactement aux desseins exprimés par Eugénie Cotton à Londres. A partir de ce moment, la réorganisation de l'Union des femmes espagnoles et celle de la FDIF vont de pair: nous retrouverons désormais les communistes espagnoles, notamment Dolores Ibarruri, à

²⁷ Pilar DOMINGUEZ PRATS, *De ciudadanas a exiliadas: un estudio sobre las republicanas españolas en México*, Madrid, Cinca, 2009, pp. 236-237.

²⁸ *Ibidem*, p. 239.

²⁹ Marina García, "Informe general", *Unión de Mujeres. Boletín Interior*, n° 9, Toulouse, août 1946.

³⁰ Fernando HERNANDEZ SANCHEZ, *Los años de plomo. La reconstrucción del PCE bajo el primer franquismo (1939-1953)*, Barcelona, Critica, 2015, pp. 159-190.

toutes les étapes de la construction de la Fédération internationale, du Comité d'initiative chargé de l'organisation du Congrès jusqu'à la direction de la Fédération.

L'Union des femmes espagnoles (UME par ses initiales en espagnol) célèbre son premier Congrès à Toulouse après la création de la FDIF, les 2 et 3 août 1946, et dès le premier moment elle inscrit l'activité des femmes antifascistes espagnoles dans une double direction: la réorganisation politique de la militance féminine espagnole antifasciste, ce qui comprend aussi les organisations de femmes qui se constituent dans d'autres pays de l'exil républicain et les organisations clandestines de l'intérieur de l'Espagne, d'une part; et le travail de réorganisation internationale piloté par la Fédération, d'autre part. Après le Congrès, la direction nationale se déplace à Paris et s'installe dans des locaux proches de ceux où siège le Gouvernement républicain en exil, sur les Champs Elysées. En novembre 1946 elles commencent à publier une revue, *Mujeres Antifascistas Españolas*, qui canalise les efforts de l'organisation et représente un important outil de diffusion des activités de l'UME auprès des réfugiées espagnoles: à en croire les chiffres donnés par l'organisation, le tirage de la revue aurait atteint les 10 000 exemplaires³¹. Par ailleurs, en juin 1945 se réorganisait aussi l'Unió de Dones de Catalunya (UDC), qui reprenait le nom de l'organisation créée en 1937 par des femmes du PSUC³². Par la suite l'UME et l'UDC travaillent ensemble et dans les documents officiels elles sont présentées comme faisant partie de la même organisation; toutefois, les évidences documentaires laissent penser que les comités locaux de l'UME et l'UDC fonctionnent de façon indépendante, du moins dans certains endroits³³.

A partir de l'installation de la direction de l'UME à Paris, ses rapports avec la direction de la FDIF seront particulièrement étroits. De fait, les dirigeantes les plus

³¹ "Consejo Nacional de Unión de Mujeres Antifascistas Españolas, celebrado en París, los días 1, 2 y 3 de mayo de 1947", *Organizaciones de mujeres*, caja 117, legajo 1/6, Archivo Histórico del PCE. Entretien: Neus Catalá, Sarcelles (France), 11 mars 2002.

³² Unió de Dones de Catalunya, "Reunión del Comité Nacional del 17 de junio de 1945". *Organizaciones de mujeres*, caja 118, legajo 8, Archivo Histórico del PCE.

³³ Par exemple, les femmes du Comité départemental de l'UME du Loiret écrivent à Pasionaria pour lui communiquer qu'elles se sentent discriminées par rapport aux Catalanes, car ces dernières reçoivent plus d'aide et d'information de la part du Comité National. Carta manuscrita a Pasionaria, 15 de enero de 1946, *Organizaciones de mujeres*, caja 117, legajo 1, Archivo Histórico del PCE.

importantes de l'UMA, Dolores Ibaruri (élue Présidente honoraire de l'UME en 1946), Irene Falcon et Elisa Uriz, le sont aussi de la FDIF. Ce ne sont pas ces femmes, qui sont souvent hors du sol français, qui font fonctionner quotidiennement l'organisation des femmes espagnoles, mais ce sont bien elles, en particulier Irene Falcon, qui leur donnent les directrices et indications stratégiques à suivre, lesquelles coïncident avec les objectifs de la FDIF. La symbiose entre les deux organisations se produit d'ailleurs à deux niveaux, "de haut en bas" mais aussi "d'en bas vers le haut". La FIDF donne les lignes générales, stratégiques et discursives, aux organisations nationales, ce qui est particulièrement flagrant dans le cas de l'organisation espagnole, très dépendante de ses appuis internationaux: comme le signalait Elisa Uriz dans un rapport au Comité Exécutif du PCE en 1960, "Pendant les dix premières années, la Fédération a nourri la vie de la plupart de ses organisations avec ses initiatives et ses orientations"³⁴. Mais l'UME fournit aussi à la FDIF des lignes discursives et des arguments pour justifier sa ligne pacifiste et antifasciste, notamment en l'impliquant dans la dénonciation de la dictature franquiste auprès des gouvernements et des instances internationales.

L'UME et l'UDC auront une existence légale en France jusqu'en septembre 1950: à ce moment-là, le PCE et toutes ses organisations satellites, dont les organisations féminines, sont visées par une opération policière qui, d'ailleurs, vise aussi les autres partis et organisations étrangères considérées comme communistes et installées en France, comme la FDIF. Cette opération est la conséquence d'un anticommunisme grandissant dans les sociétés occidentales, qui déjà en 1947 avait provoqué en France l'expulsion des ministres communistes du gouvernement. Cette opération se solde avec une expulsion massive de militants espagnols et la disparition des organisations communistes espagnoles du sol français, ainsi que des organisations féminines liées au PCE³⁵.

Par rapport à d'autres organisations féminines homologues, qui faisaient aussi partie de la FDIF, l'*Union de Mujeres Españolas* a des caractéristiques particulières, dues au fait qu'elle représente une communauté exilée. Cette circonstance donne à

³⁴ Informe de Elisa Uriz al Comité Ejecutivo del PCE, Berlin 3 avril 1960. "*Organizaciones de mujeres*", *caja 117, legajo 1/5*, Archivo Histórico del PCE.

³⁵ Sur l'opération "Boléro-Paprika" voir Aurélie DENOYER, *L'exil comme patrie. Les réfugiés communistes espagnols en RDA (1950-1989)*, Presses Universitaires de Rennes, 2017, pp. 45-82.

l'organisation un caractère double : d'une part, comme d'autres organisations de femmes antifascistes créées à l'issue de la Seconde guerre mondiale et intégrées à la FDIF, l'UME est une organisation politique. Même si, comme son ancêtre *l'Agrupacion de Mujeres Antifascistas* des années 30, elle se veut transversale et ne se réclame d'aucune étiquette politique précise, sa liaison avec le PCE est plus qu'évidente, et d'ailleurs ses membres ne cachent pas le caractère politique de leur action. Mais d'autre part, l'UME est une organisation implantée au sein d'une communauté de réfugiés qui doit faire face à de grandes difficultés de toute sorte: économiques, sociales, d'intégration. Elle ne peut renier ce volet de son activité lié à l'assistanat vis-à-vis de la communauté des réfugiés espagnols et d'ailleurs une partie de ses actions se développent dans cette direction. Or, même cette action d'aide aux réfugiés espagnols, en particulier aux femmes, est revêtue d'un caractère décidément politique et ne constitue clairement pas la priorité de l'organisation. La destination principale de l'important effort de solidarité développée par les femmes de l'UME est l'intérieur de l'Espagne: l'aide aux prisonniers politiques, à la résistance intérieure (qui se développe de façon très importante lors de cette période), aux organisations clandestines de femmes de l'intérieur. Dans les mots de Carmen Rodriguez, du Comité Départemental de la Seine, "L'Union de Mujeres Antifascistas Españolas n'est pas une organisation de solidarité. C'est une organisation politique, qui a comme objectif fondamental de contribuer à finir avec le régime franquiste et à rétablir la République dans notre pays. C'est pour cela que 90 pour cent de l'effort de l'organisation est destiné à l'intérieur du pays"³⁶. En même temps, ce caractère politique de l'organisation a des traits particuliers, des traits qu'on peut considérer comme genrés et qui s'inscrivent dans une tradition de pensée qui conçoit l'action politique des femmes comme un prolongement de leurs vertus considérées comme spécifiquement féminines, voire de leurs caractéristiques maternelles, dans l'espace public. Dans les mots de Fraternidad Rocha, s'exprimant lors du premier Congrès de l'organisation,

Je ne comprends pas comment peut-il avoir une conscience de femme qu'après une guerre comme celle qu'on a vécu, dise qu'elle ne veut rien savoir de l'UME parce que nous faisons de la politique. Et je demande à ces amies : vouloir

³⁶ "Cómo trabajan nuestras compañeras", *Mujeres Antifascistas Españolas*, n°. 13, octobre de 1947, p. 2.

*l'émancipation de la femme, est-ce faire de la politique? Travailler pour que l'avenir de nos enfants soit prospère et heureux, est-ce faire de la politique? Vaincre le fascisme qui a plongé l'Espagne dans la misère et la ruine, est-ce faire de la politique? Et bien, si tout cela est faire de la politique, oui, nous faisons de la politique*³⁷.

On entend dans ces mots la particularité de l'action politique des femmes, qui ferait entrer dans la sphère du politique des considérations, comme celles touchant au bonheur des enfants, traditionnellement perçues comme faisant partie de la sphère de l'intime. Ce "maternalisme politique" (la légitimation de l'action des femmes dans l'espace public à travers ses caractéristiques maternelles) a une longue histoire et on le retrouve déjà chez les féministes de la "première vague", qui justifiaient leurs demandes de droits politiques pour les femmes en argumentant qu'elles étaient les mères et les éducatrices des citoyens. Ce type d'arguments seront renouvelés et réutilisés à l'issue de la Seconde guerre mondiale, qui pour les Françaises coïncide avec l'obtention du droit de vote; c'est ce que l'historien Geoff Eley appelle la "citoyenneté maternelle". Ainsi, c'est en tant que mères de famille et "ménagère(s) avisée(s)" que les femmes de l'UFF se dirigent à leurs concitoyennes pour les appeler à utiliser leur nouveau droit à bon escient :

*"Maintenant que les femmes votent...". Elle a serré cette carte d'électeur dans sa main, comme une arme: ses petits, elle les défendra. Le bonheur des siens, leur vie même, la sécurité de leurs vieux parents, elle les garantira. La paix, la douce paix, elle veut la sauvegarder. Elle ne permettra pas que, comme autrefois, des hommes puissent, pour servir leurs ambitions, trahir leur parole et mener leur pays à l'abîme. [...] "*³⁸.

Or, cette utilisation de la maternité politique, qui sera profusément diffusée aussi bien par la FDIF que par ses organisations satellites, dont l'UME, n'est pas politiquement neutre dans le contexte de la Guerre froide. Elle devient un outil non seulement pour légitimer l'action des femmes antifascistes dans l'espace public, mais aussi leur positionnement en faveur de l'un des deux blocs, celui qui est identifié dans

³⁷ "La instrucción no puede ni debe ser un privilegio de los ricos, debe estar al alcance de todos", *Unión de Mujeres. Boletín Interior*, n° 9, Toulouse, agosto de 1946.

³⁸ Germaine HENAFF, "Maintenant que les femmes votent", *Femmes françaises*, 5, octobre 1945, p. 3.

leur discours à la lutte contre les réminiscences du fascisme (comme la dictature de Franco) et la lutte pour la paix mondiale: le bloc soviétique.

ANTIFRANQUISME ET LUTTE POUR LA PAIX DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE

Alors que, avec le triomphe de 1945, la coalition contre le fascisme avait fonctionné et la gauche européenne pouvait rêver de larges rassemblements et alliances politiques, en 1946-1947 la situation européenne va connaître un virage irréversible³⁹. La rupture des alliances antifascistes, la soviétisation de l'Est de l'Europe, l'interventionnisme croissant des États-Unis en Europe, notamment à travers le Plan Marshall et, finalement, la division de l'Allemagne en 1949 vont finir par mettre en place ce que Churchill appelait déjà en mars 1946 le "rideau de fer". Ainsi, en à peine deux ans, le conflit européen entre fascisme et démocratie avait cédé sa place à la division entre communistes et anticommunistes⁴⁰. Une des principales manifestations de cette division sera une "guerre des cultures", selon l'expression de Tony Judt, où aussi bien les États-Unis que l'Union Soviétique sont conçus par leurs partisans et détracteurs non seulement comme des puissances politiques, mais aussi comme des systèmes globaux, à la fois politiques, culturels, économiques et sociaux. Et dans cette guerre, l'Union Soviétique choisit de développer un discours à la fois pacifiste et agressif envers l'Occident, en particulier les États-Unis et son principal allié, la Grande-Bretagne, accusés de représenter une nouvelle forme de fascisme.

Dans ce contexte, l'utilité d'une organisation comme la FDIF, qui tirait sa légitimité de la capitalisation des luttes des femmes antifascistes pendant la guerre et l'Occupation, mais aussi de la production d'un discours pacifiste hérité du féminisme du début du siècle, allait s'avérer précieuse. Les discours antifascistes et pacifistes produits par la FDIF seraient ainsi réutilisés par la suite contre le bloc occidental, appelé "impérialiste" et considéré comme l'héritier du fascisme. De cette façon, l'organisation évolue d'une certaine neutralité dans une ligne antifasciste, affichée en

³⁹ Geoff ELEY, *Forging Democracy: The History of the Left in Europe, 1950-2000*, Oxford University Press, 2002.

⁴⁰ Tony JUDT, *Après guerre: une histoire de l'Europe après 1945*, Paris, Armand Colin, 2007.

novembre 1945, vers une position de plus en plus agressive et identifiée à la politique soviétique, où les mots “fasciste” et “antifasciste” changent de sens en fonction du nouveau contexte politique. Les traits principaux de ce discours commencent ainsi à apparaître dès l’été 1946 dans les documents de l’organisation: les appellations à l’Union Soviétique comme véritable défenseuse de la paix dans le monde, la dénonciation des manœuvres des “forces de la réaction” et l’identification de ces forces réactionnaires avec les puissances occidentales. Les femmes de la FDIF appliquent ainsi ces discours, qui reprennent la dialectique de l’opposition entre fascisme et antifascisme élaborée pendant les années trente, au nouveau contexte politique, en particulier à la dénonciation de la politique coloniale de l’Occident et à l’appui sans faille aux mouvements de décolonisation du Tiers Monde, par exemple lors de la Guerre de Corée⁴¹.

La campagne en faveur de la paix menée par les femmes de la Fédération dès sa création s’appuie sur l’élaboration d’une “grammaire politique de l’intime” qui, en naturalisant les vertus féminines liées à la maternité, fait de toutes les femmes des mères en puissance et partant, les plus efficaces et légitimes défenseuses de la paix. Ces considérations apparaissent déjà dans le féminisme appelé “différencialiste” dès le début du XXe siècle. Mais surtout, cet argument part d’une définition des femmes en tant que “mères, travailleuses et citoyennes” que l’on retrouve en Union Soviétique dès les années 30 et qui fait de la maternité une fonction politique et sociale de la plus haute importance. A travers cette fonction, les femmes deviennent des interlocutrices privilégiées de l’Etat pour les questions qui, à partir d’une conception de l’espace social comme projection de l’espace domestique, relèvent de leur compétence maternelle. Les questions liées au bien-être de la population et en particulier des enfants, à la santé, à l’éducation, et bien sûr à la paix, sont ainsi présentées comme relevant de

⁴¹ Eugénie COTTON, “Participación de la mujer en la defensa de la paz y en la lucha contra la intensificación de las actividades de las fuerzas del fascismo”. Informe presentado al Comité Ejecutivo de la FDIM, Moscú, septiembre de 1946. *Organizaciones de mujeres, carpeta 116, legajo 10*, Archivo Histórico del PCE. Voir aussi Catia Cecilia CONFORTINI, “Links between Women, Peace, and Disarmement: Snapshots of the WILFP” in Laura Sjoberg and Sandra Via (eds.), *Gender, war, and militarism: feminist perspectives*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010.

l'autorité des femmes-mères⁴². La différence, cruciale, avec une "maternité sociale" qui a été pensée en de termes très similaires par des femmes catholiques dès le début du XXe siècle est le caractère politique de cette maternité, son articulation avec les autres volets de l'identité féminine (les femmes sont aussi travailleuses et citoyennes), ainsi que le modèle de société pour lequel se battent ces femmes, qui revendiquent haut et fort leur culture politique antifasciste et qui font de l'égalité politique entre femmes et hommes un prérequis non négociable⁴³. La FDIF contribue ainsi à la transnationalisation d'un modèle d'activisme politique féminin qui avait eu une grande importance en Union Soviétique et qui donne aux femmes des prérogatives non négligeables dans l'espace politique à travers la politisation de la maternité. En même temps, il est important de signaler que ce modèle est sous-tendu par l'acceptation d'un système de genre traditionnel et hétéronormé: l'autorité politique des femmes dépend ainsi de leur non remise en question de ce système, de leur soumission au postulat de la différence sexuelle, de la complémentarité des sexes dans l'espace privé et de l'hétérosexualité obligatoire.

Dans le cas des femmes espagnoles antifascistes de l'*Union de Mujeres Españolas*, on ne peut pas expliquer leurs discours et stratégies politiques sans prendre en compte leur appartenance à la Fédération. Comme on a eu l'occasion de le montrer, la création même de leur organisation en 1945 est conditionnée par le projet de mise en place de la Fédération et par la possibilité d'y participer, donnant ainsi une projection transnationale à leur lutte contre la dictature de Franco. Pour les femmes espagnoles la Fédération représentait, surtout, la possibilité de donner à la lutte contre le franquisme une dimension transnationale, en le présentant comme la dernière réminiscence du fascisme en Europe. Elle leur fournit aussi la matrice discursive de la maternité politique, déjà employée par le mouvement antifasciste féminin dans les années trente mais qui prend dans l'après-guerre mondiale une ampleur particulière. La figure maternelle de Dolores Ibarruri devient ainsi la figure d'autorité féminine de

⁴² Anna COLIN LEBEDEV, *Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie*, Paris, Ed. EHESS, 2013; David Lloyd HOFFMANN, "Mothers in the Motherland: Stalinist pronatalism in its pan-European context." *Journal of Social History*, n° 34.1 (2000), pp. 35-54.

⁴³ Wendy POJMANN, "For Mothers, Peace and Family: International (Non)-Cooperation among Italian Catholic and Communist Women's Organisations during the Early Cold War", *Gender & History*, n° 23:2 (2011), pp. 415-429.

l'antifranquisme, en incarnant à la fois la mère, plus concrètement la *Mater Dolorosa*, et la dirigeante politique. Et ce symbole fonctionne dans un plan transnational: la figure de la *Pasionaria* dépasse largement les frontières de l'Espagne pour devenir un modèle pour des milliers de femmes communistes à travers le monde⁴⁴.

La dénonciation du franquisme devint un axe principal des arguments des femmes de la Fédération pour dénoncer la survie du fascisme en Europe. Eugénie Cotton, Présidente de la Fédération, annonçait en 1946 que "dans la lutte contre le fascisme, l'Espagne est toujours le point névralgique du monde" et assurait aux femmes antifascistes espagnoles l'appui total de la Fédération⁴⁵. La reconnaissance par les alliés du gouvernement de Franco, anticommuniste notoire, et leur progressif rétablissement de liens commerciaux et diplomatiques avec l'Espagne franquiste, accompagna aussi le glissement du discours de la Fédération de la dénonciation du fascisme vers celle de l'impérialisme anglo-américain: dans les mots d'Eugénie Cotton, "Franco reste au pouvoir parce qu'il est soutenu par les gouvernements de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, par la réaction internationale qui, à travers sa propagande de lutte contre le communisme et la politique de non-intervention, s'efforce de retarder l'annihilation du fascisme en Espagne"⁴⁶. La campagne contre le franquisme s'articule ainsi avec les discours et stratégies de la Fédération dans le cadre de la Guerre froide.

Par ailleurs, la FDIF s'engage concrètement dans des actions visant à surveiller et à dénoncer la répression menée par la dictature de Franco. Son Comité Exécutif approuve en 1946 une série de mesures visant à développer une campagne d'information, de dénonciation de la dictature de Franco et d'aide à l'Espagne antifranquiste, en direction de ses sections nationales. Ces actions comprennent l'interpellation aux gouvernements, l'organisation de meetings, l'envoi d'aide matérielle à la résistance espagnole et l'exigence de libération des prisonniers politiques⁴⁷. Elle déclenche une campagne internationale en appui de trois prisonnières politiques en

⁴⁴ Rafael CRUZ, *Pasionaria: Dolores Ibárruri, historia y símbolo*. Madrid, Biblioteca Nueva, 2009.

⁴⁵ "Résolution du Comité Exécutif de la FDIF du 15 octobre, 1946: sur la marche de la campagne antifranquiste", *Organizaciones de mujeres*, caja 116, legajo 1, Archivo Histórico del PCE.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*.

Espagne, Isabel Sanz Toledano, Mercedes Gomez Otero et Teresa Toral, qui risquent la peine de mort⁴⁸. La Fédération appuie l'envoi en Espagne en 1946 d'une commission de trois déléguées britanniques, la députée du Labour Party Leah Manning, la militante pacifiste Nancy Brake (plus connue sous le nom de Nan Green) et la féministe catholique Monica Whately, pour visiter la prison de Ventas, à Madrid. Elles publient un rapport qui dénonce les tortures, l'entassement des prisonnières, leurs mauvaises conditions de vie et le manque total de garanties lors des procès⁴⁹. La Fédération envoie même sa propre commission de juristes en Espagne en 1947, avec l'appui de l'Association International de Juristes Démocrates, composée de 13 juristes de 8 pays différents, dont seulement deux (le britannique Dudley Collard, compagnon de route du PC britannique, et Domingo Villamil, ancien Directeur général de Justice à Cuba) obtiennent le visa pour entrer en Espagne⁵⁰. Surtout, la présence de la Fédération à l'ONU, même si c'est à titre consultatif, est utilisée pour dénoncer inlassablement la dictature de Franco comme une menace pour la paix mondiale.

La transnationalisation de la lutte contre le franquisme menée par les organisations féminines est efficace en deux directions. Pour les femmes espagnoles de l'*Union de Mujeres Españolas*, c'est une façon de trouver des appuis au niveau international, de faire entendre leur voix dans les nouvelles institutions internationales, telles que l'ONU, ou de mener des campagnes, comme les visites de commissions internationales de juristes, pour lesquelles elles n'ont ni les forces ni les moyens à elles seules. Mais la Fédération y trouve aussi son compte : à travers la dénonciation de la dictature de Franco, elle va d'abord pointer la survivance du fascisme et le besoin de maintenir une étroite vigilance antifasciste au niveau international. Et par la suite, l'appui des puissances occidentales à Franco est dénoncé comme une menace pour la paix mondiale et une preuve du fait que l'impérialisme anglo-américain prend la place laissée par le fascisme comme force menaçante pour la paix dans le monde. Enfin,

⁴⁸ "Compte rendu de l'activité de la Fédération Internationale des Femmes depuis le Congrès constitutif (Prague, février 1947)", "*Organizaciones de mujeres*", caja 115, legajo 1/1, Archivo Histórico del PCE.

⁴⁹ "British women tell of visit to Franco jail", *Daily Worker*, 12 octobre 1946; Leah Manning, "Misión en España", *Mujeres Antifascistas Españolas*, n° 15, janvier 1947, p. 8.

⁵⁰ "Compte rendu de l'activité de la FDIF depuis le Conseil de la FDIF" (sans date, probablement fin 1947), "*Organizaciones de mujeres*", caja 115, legajo 2/2, Archivo Histórico del PCE.

l'effort des femmes antifascistes dans la défense de la paix se justifie ainsi à travers les campagnes contre Franco. La lutte antifranquiste menée dans un niveau transnational donne légitimité et autorité au mouvement des femmes antifascistes, qui articulent leur autorité en tant que mères dans la défense de la paix mondiale avec la défense de l'Union Soviétique, présentée comme championne de la paix.

L'efficacité de cette stratégie se mesure au fait qu'à partir de 1948 le Cominform adopte officiellement le discours et la stratégie pacifistes dans le cadre de la guerre froide. Un Congrès Mondial d'Intellectuels pour la Paix est convoqué à Wroclau, Pologne, en août 1948. En avril 1949 a lieu à Paris le Congrès Mondial pour la Paix, qui réunit plus de 2 000 délégués sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie⁵¹. Aussi bien la FDIM que les différentes organisations de l'exil espagnol, dont l'UME, ont une place importante dans ce Congrès, dont un des sept grands thèmes de discussion est "La participation des femmes dans le mouvement pour la paix". Le Congrès insiste sur le rôle pionnier des organisations féminines, en particulier la FDIF, dans la lutte pour la paix. De son côté, Eugénie Cotton insiste aussi sur le rôle d'avant-garde de la FDIF dès son congrès constitutif, où "la grande voix de Dolores Ibarruri nous a mis en garde contre les dangers d'une nouvelle guerre"⁵². Finalement, de ce Congrès naît un Conseil Mondial pour la Paix, présidé par Frédéric Joliot-Curie, qui en 1950 lança un appel mondial contre l'utilisation de la bombe atomique, connu comme "l'appel de Stockholm"⁵³. Les organisations féminines, la FDIF en tête, relaient cet appel dans leurs publications et le font signer massivement. Mais elles n'ont plus l'initiative dans la campagne pour la paix ni dans la production des discours, rapidement réélaborés dans le cadre stratégique de la guerre froide. Ce qui n'empêche pas les services secrets occidentaux, en particulier britanniques et américains, de considérer la FDIF comme une dangereuse organisation prosoviétique: dans un rapport du Foreign Office daté de 1954 les campagnes de la FDIF en faveur de la paix et de l'enfance étaient considérées comme "une opportunité pour diffuser la haine contre les pouvoirs

⁵¹ Sylvie CHAPERON, op. cit., págs. 126-129; Tony JUDD, op. cit., págs. 331-332.

⁵² "El Congreso de Partidarios de la Paz: las mujeres en la lucha por la paz", *Mujeres Antifascistas Españolas*, n° 28, juin 1949, p. 4.

⁵³ "Mujeres del mundo entero: cumplid con vuestro deber; firma del llamamiento de Estocolmo", *Mujeres Antifascistas Españolas*, n° 37, mai-juin 1949, p. 9.

occidentaux et glorifier les conditions de vie dans l'Union Soviétique et les Démocraties Populaires"⁵⁴.

CONCLUSION

Aussi bien la FDIF que l'UME expérimentent une radicalisation de leur discours dans les premières années de leur existence, à mesure que s'installe et cristallise le conflit connu comme "Guerre froide". Du large front antifasciste hérité des luttes contre le fascisme et le nazisme qui se développent entre 1936 et 1945, lequel permet une confluence initiale avec les grandes organisations féministes internationales, on passe assez rapidement à l'alignement sur les positions de l'URSS et à la dénonciation de ses anciennes alliées, les puissances occidentales, comme des puissances impérialistes qui menacent la paix mondiale et permettent la survie d'un régime très clairement fasciste, celui de Franco, au cœur de l'Europe. L'antifranquisme de l'UME joue donc un rôle central dans la justification de la stratégie pacifiste et antifasciste de la FDIF. Or, les liens étroits de l'UME avec la mouvance communiste internationale, dans un cadre d'anticommunisme croissant, lui coûte l'interdiction de l'organisation et de leurs publications en France en 1950, tout comme celles de la FDIF elle-même, du PCE et des autres organisations communistes étrangères en France, ce qui implique des détentions et des déportations ainsi que la fin de la visibilité de leurs actions sur le sol français. Même si l'activisme des femmes espagnoles continue de se déployer à l'intérieur de la FDIF, privées de leur organisation et de leurs publications, et malgré l'influence indéniable de Dolores Ibarruri à l'intérieur de la FDIF, elles n'ont plus la force d'imposer l'antifranquisme comme une des lignes fortes de la politique transnationale de la Fédération. L'agenda de l'activisme transnational des femmes de la Fédération aura désormais d'autres priorités, en particulier l'appui aux luttes décolonisatrices et pour l'indépendance nationale des femmes des pays non occidentaux⁵⁵.

⁵⁴ Foreign Office, "The Women's International Democratic Federation: It's Aims and Activities, 1945-1954", 1954, *Information Reports, FO 975/74*, National Archives, Kew. Voir aussi Helen LAVILLE, "The committee of correspondence: CIA funding of women's groups 1952-1967", *Intelligence and National Security*, n° 12.1 (1997), pp. 104-121.

⁵⁵ Jacqueline CASTLEDINE, "In a Solid Bond of Unity": Anticolonial Feminism in the Cold War Era." *Journal of Women's History*, n° 20.4 (2008), pp. 57-81; Elisabeth ARMSTRONG, "Before Bandung: The

BIBLIOGRAPHIE

- Nitza BERKOWITZ, *From Motherhood to Citizenship: Women's Rights and International Organizations*, Baltimore/Londres, The Johns Hopkins University Press, 1999.
- Claire BESNÉ, *Le Comité Mondial des Femmes contre la Guerre et le Fascisme (1934-1939): un mouvement de femmes communiste*, Mémoire de Master en Histoire Contemporaine dirigée par Yannick RIPA, Paris, Université Paris VIII, 2005.
- Laura BRANCIFORTE, *El Socorro Rojo internacional en España (1923-1939): relatos de la solidaridad antifascista*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2012.
- CARLE Emmanuelle, "Women, Anti-Fascism and Peace in Interwar France: Gabrielle Duchêne's Itinerary", *French History*, n° 18:3 (2004), pp. 291-314.
- Jocelyne CARRE-PREZEAU, *Amsterdam-Pleyel, 1932-1939: histoire d'un mouvement de masse*, Thèse de Doctorat dirigée par Claude Willard, Paris, Université Paris VIII, 1993.
- Jacqueline CASTLEDINE, "" In a Solid Bond of Unity": Anticolonial Feminism in the Cold War Era." *Journal of Women's History*, n° 20.4 (2008), pp.57-81 ; Elisabeth ARMSTRONG, "Before Bandung: The anti-imperialist women's movement in Asia and the women's international democratic federation", *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, n° 41.2 (2016), pp. 305-331.
- Sylvie CHAPERON, *Les années Beauvoir (1945-1970)*, Paris, Fayard, 2000.
- Anna COLIN LEBEDEV, *Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie*, Paris, Ed. EHESS, 2013.
- Catia Cecilia CONFORTINI, "Links between Women, Peace, and Disarmament: Snapshots of the WILFP" in Laura SJOBERG and Sandra VIA (eds.), *Gender, war, and militarism: feminist perspectives*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010.
- Rafael CRUZ, *Pasionaria: Dolores Ibárruri, historia y símbolo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2009.

anti-imperialist women's movement in Asia and the women's international democratic federation", *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, n° 41.2 (2016), pp. 305-331.

Francisca DE HAAN, "Aspirations for a Better World: The Early Years of the Women's International Democratic Federation (1945-1950)", *Feministische Studien*, n° 27.2 (2009), pp. 241-257.

- "Continuing Cold War Paradigms in Western Historiography of Transnational Women's Organizations: The Case of the Women's International Democratic Federation (WIDF)", *Women's History Review*, 19:4 (2010), pp. 547–573.
- "La Federación Democrática Internacional de Mujeres (FDIM) y América Latina, de 1945 a los años 70", en Adriana VALOBRA y Mercedes YUSTA, *Queridas camaradas. Historias iberoamericanas de mujeres comunistas*, Buenos Aires, Miño & Davila, 2017, p. 17-44.

Marta DEL MORAL, *Acción colectiva femenina en Madrid (1909-1931)*, Santiago de Compostella, Universidade de Santiago de Compostela, 2012.

Aurélie DENOYER, *L'exil comme patrie. Les réfugiés communistes espagnols en RDA (1950-1989)*, Presses Universitaires de Rennes, 2017.

Pilar DOMINGUEZ PRATS, *De ciudadanas a exiliadas: un estudio sobre las republicanas españolas en México*, Madrid, Cinca, 2009.

Celia DONERT, "Women's rights in Cold War Europe: Disentangling feminist histories", *Past & Present*, n° 218.suppl. 8 (2013), pp. 180-202.

Geoff ELEY, *Forging Democracy: The History of the Left in Europe, 1950-2000*, Oxford University Press, 2002.

Irene FALCON, *Asalto a los cielos: mi vida junto a Pasionaria*, Madrid, Temas de Hoy, 1996.

Betty FRIEDAN, *The Feminine Mystique*, New York, W. W. Norton and Co., 1963.

Fernando HERNANDEZ SANCHEZ, *Los años de plomo. La reconstrucción del PCE bajo el primer franquismo (1939-1953)*, Barcelona, Critica, 2015.

David Lloyd HOFFMANN, "Mothers in the Motherland: Stalinist pronatalism in its pan-European context", *Journal of Social History* 34.1 (2000), pp. 35-54.

- Daniel HOROWITZ, *Betty Friedan and the making of The feminine mystique: the American left, the Cold War, and modern feminism*, University of Massachusetts Press, 2000.
- Dolores IBÁRRURI, *El único camino*, Madrid, Castalia/Instituto de la Mujer, 1992.
- Melanie ILIC, "Soviet women, cultural Exchange and the Women's International Democratic Federation", Sari AUTIO-SARASMO, Katalin MIKLÓSSY (ed.), *Reassessing Cold War Europe*, London, Routledge, 2010, pp. 157-176.
- Tony JUDT, *Après guerre: une histoire de l'Europe après 1945*, Paris, Armand Colin, 2007.
- Joanne MEYEROWITZ, "Beyond the feminine mystique: A reassessment of postwar mass culture, 1946-1958", *Journal of American History*, n° 79: 4 (1993), pp. 1455-1482.
- Karen OFFEN, *Les féminismes en Europe, 1700-1950*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Jadwiga PIEPER-MOONEY, "Fighting fascism and forging new political activism: The Women's International Democratic Federation (WIDF) in the Cold War", Jadwiga PIEPER-MOONEY and Fabio LANZA (eds.), *De-centering Cold War history: local and global change*, Londres, Routledge, 2013, pp. 64-84.
- Wendy POJMANN, "For Mothers, Peace and Family: International (Non)-Cooperation among Italian Catholic and Communist Women's Organisations during the Early Cold War", *Gender & History*, n° 23:2 (2011), pp. 415-429.
- Renée ROUSSEAU, *Les femmes rouges: chronique des années Vermeersch*, Paris, Albin Michel, 1983.
- Yves SANTAMARIA, "Un prototype toutes missions: le Comité de Lutte contre la Guerre, dit "Amsterdam-Pleyel", 1932-1936", *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 71-97.
- Yves TAILLOT Allison, *Les intellectuelles européennes et la guerre d'Espagne. De l'engagement personnel à la défense de la République espagnole*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2016.

Mercedes YUSTA, *Madres Coraje contra Franco. La Union de Mujeres Españolas en Francia, del antifascismo a la Guerra Fria*, Madrid, Catedra, 2009, pp. 96-97.

- "The strained courtship between antifascism and feminism: From the Women's World Committee (1934) to the Women's International Democratic Federation (1945)", in Mercedes YUSTA, Xavier TABET, Hugo GARCÍA, Cristina CLIMACO (eds.), *Rethinking Antifascism, 1922-1945 : History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, Londres/New York, Berghahn Books, 2016, pp.167-184.
- "Mujeres para después de una guerra mundial. La Federación Democrática Internacional de Mujeres, empoderamiento femenino a comienzos de la guerra fría (1945-1951)", in Henar GALLEGO, Carmina GARCÍA HERRERO (eds.), *Autoridad, poder e influencia. Mujeres que hacen historia*, Barcelona, Icaria, 2018, pp.129-155.